

LA GUERRE CIVILE LIBANAISE

Par François Boustani

L'éclatement de la guerre civile

En ce début de 1975, le Liban est coupé en deux : d'un côté les maronites, de l'autre les Palestiniens soutenus par les sunnites et la gauche libanaise conduite par Kamal Joumblatt. La première étincelle jaillit le 26 février 1975, lorsqu'une manifestation de pêcheurs à Saïda, dirigée contre une compagnie d'exploitation maritime dont le président Camille Chamoun était le principal actionnaire, dégénère en affrontement. Le dignitaire sunnite de la ville Maarouf Saad est atteint par des balles et succombe le 6 mars. La manifestation avait été infiltrée par des éléments armés palestiniens qui poussèrent à l'escalade, provoquant la réaction de l'armée déployée en force sur le terrain. Telle était la stratégie d'Arafat : s'appuyer sur les revendications sunnites pour les utiliser comme couverture de son ingérence dans les affaires libanaises.

Passé cet épisode, la vraie déflagration survient le 13 avril 1975. Alors que Pierre Gemayel participe à la consécration de l'église grecque-catholique Notre-Dame-de-la-Délivrance à Aïn el-Remaneh, une voiture force le passage et ses occupants ouvrent le feu sur la foule, tuant quatre personnes — dont Joseph Abi Assi, garde du corps de Pierre Gemayel — et en blessant sept autres.

En début d'après-midi, un autobus ramenant à Tall el-Zaatar des fedayin palestiniens ayant participé à un défilé militaire à Sabra passe, par inadvertance ou par provocation, à Aïn el-Remaneh. Il tombe sous les balles des phalangistes. Les vingt-sept occupants sont tous tués. C'est le début de la guerre civile libanaise — une guerre qui durera quinze ans et se déclinera en conflits multiples, d'une nature et d'une intensité toujours changeantes.

La guerre des deux ans : chrétiens contre Palestiniens

Après les événements dramatiques du 13 avril, des bouffées de violence éclatent et se prolongent quelques jours, puis la vie reprend son cours apparent. Cette situation dure jusqu'en septembre. La rupture est alors consommée entre les deux camps : les milices phalangistes et leurs alliées d'un côté, les fedayin palestiniens appuyés par la milice sunnite des Mourabitoun et les milices des partis de gauche de l'autre.

L'affrontement se concentre à Minet el-Hosn, le quartier des grands hôtels de la capitale — le Saint-Georges, le Holiday Inn et le Phoenicia —, avec pour enjeu le contrôle du centre de Beyrouth. Les combats durent plusieurs mois. Malgré une résistance acharnée, les phalangistes finissent par céder le secteur aux fedayin en avril 1976.

Au cours de ces batailles du centre-ville, Bachir Gemayel — qui a un nom mais pas encore de prénom dans la conscience collective — se révèle très présent et noue des liens avec des combattants qui deviendront sa garde rapprochée : Fady Frem (Horse), Fouad Abou Nader, Élie Zayek, Élie Hobeika (HK), Samir Geagea (Hakim) et Boutros Khawand.

La tragédie du Samedi noir, survenue le 6 décembre, donne définitivement une connotation religieuse au conflit. La journée commence par la découverte des cadavres de trois phalangistes kidnappés par des Palestiniens sur la route du Fanar, mutilés et exécutés. Joseph Saadé, paisible journaliste et père d'une des victimes, bascule brutalement dans l'horreur : il vient de perdre son aîné Roland, après avoir perdu son cadet Élie trois mois plus tôt, assassiné lui aussi par des Palestiniens. Avec un groupe de ses proches, il procède à l'arrestation et à l'exécution de tout

musulman ayant le malheur de se trouver ce jour-là dans le quartier de la Quarantaine ou au port de Beyrouth. Le bilan de cette journée : plus de trois cents musulmans assassinés.

Dans le but de sécuriser l'entrée nord de Beyrouth, les milices chrétiennes encerclent les camps palestiniens de Dbaiyeh, Jisr el-Bacha et Tall el-Zaatar, situés en région chrétienne. Le 18 janvier, elles investissent le bidonville de la Quarantaine, contrôlé par l'OLP. Un millier de ses habitants sont massacrés — des Palestiniens, des Kurdes et des chiites libanais. Des images chocantes font le tour du monde : des miliciens chrétiens, la photo de la Vierge accrochée à leurs fusils, sabrant le champagne sur les cadavres de leurs victimes.

En réponse, le 20 janvier 1976, des miliciens de l'OLP, de la Saïqa et du Mouvement national libanais attaquent la ville chrétienne de Damour, verrou entre Beyrouth et le Sud-Liban. Un massacre y est commis : cinq cent quatre-vingt-quatre villageois trouvent la mort, tandis que cinq mille personnes parviennent à fuir. Ce carnage passera relativement sous silence. Le cinéaste libanais sunnite Ziad Doueiri a eu le mérite d'en parler dans son excellent film *L'Insulte*.

Hafez el Assad propose alors le « document constitutionnel ». Destiné à réformer le Pacte national de 1943, ce programme vise à renforcer le pouvoir du Premier ministre sunnite au détriment du président maronite, à instaurer la parité parlementaire entre chrétiens et musulmans, à supprimer le critère confessionnel d'accès à la fonction publique et à maintenir les Accords du Caire. Accepté par les leaders chrétiens, il est rejeté par Kamal Joumblatt, qui réclame la démission du président Soleiman Frangié.

L'armée libanaise ne résiste pas à la fracture communautaire. Le 21 janvier, sur incitation palestinienne, Ahmad al-Khatib, un lieutenant sunnite mal noté par sa hiérarchie, se rebelle contre le commandement et fonde dans la Bekaa l'Armée du Liban Arabe, rassemblant autour de lui des soldats musulmans et des combattants palestiniens, avant d'attaquer les casernes de l'armée libanaise et d'en piller l'armement. Deux mois plus tard, un officier chrétien, Antoine Barakat, forme l'Armée de libération libanaise pour combattre les Palestiniens. Il sera rejoint par le commandant Saad Haddad, de confession grecque-catholique, à la tête de la caserne de Marjeyoun au Sud-Liban. Les troupes de Haddad — majoritairement chrétiennes, mais comptant aussi des chiites —, ne contrôlant que deux enclaves entre Rmeich et le littoral et entre Marjeyoun et les premiers contreforts de la Galilée, bénéficient de l'aide d'Israël dans le cadre de ce que l'on appelle la politique de la « bonne frontière ».

En réponse au démembrement de l'armée, le brigadier sunnite Aziz el-Ahdab, commandant de la place de Beyrouth, tente un coup d'État. Le 11 mars 1976, il investit le siège de la télévision libanaise et lit à vingt et une heures le communiqué numéro un. Venant d'un officier sunnite soucieux d'unifier l'armée libanaise, son initiative suscite un bref espoir dans le commandement militaire et dans certains milieux phalangistes — avant qu'il ne se révèle un homme isolé, sans les moyens de ses ambitions. Son coup d'éclat médiatique restera sans lendemain.

La séquence syrienne ou l'alliance contre nature

À la fin de 1975, le rapport de force bascule en faveur des fedayin et de leurs alliés : les milices phalangistes reculent dans le centre-ville après avoir perdu la bataille des hôtels et se trouvent menacées dans le Haut-Metn. Elles décrochent également sur la route de Damas à partir de la Galerie Semaan. La situation devient critique pour les chrétiens à la mi-mars : une menace directe pèse sur les régions du Metn et du Kesrouan.

Dans ce contexte, la Syrie change d'alliance, selon sa technique habituelle du pompier pyromane. Après avoir soutenu les palestino-progressistes à travers al-Saïqa — une organisation palestinienne d'obédience syrienne —, Hafez el Assad décide de voler au secours des chrétiens. Pierre Gemayel effectue une visite à Damas le 6 décembre 1975, le jour même du fameux Samedi noir. N'ayant plus

d'autre choix pour endiguer la menace adverse, il en revient convaincu du bien-fondé d'une alliance avec le régime alaouite, selon le principe de la solidarité des minorités contre la majorité sunnite. De son côté, Assad poursuivait un double objectif : réduire Yasser Arafat, qui ambitionnait de gouverner le Liban, et prévenir toute alliance des chrétiens libanais avec Israël.

Le renversement des alliances se traduit rapidement sur le terrain à l'avantage des chrétiens. Bloqués dans leur avancée par al-Saiqa, les Palestiniens et leurs alliés voient les troupes de l'armée syrienne entrer au Liban le 10 avril 1976. Entre le 31 mai et le 11 juin, cent cinquante blindés et six mille soldats syriens traversent la frontière libanaise dans l'Akkar et dans la Bekaa, prétextant répondre à l'appel des chrétiens des villages limitrophes menacés par les Palestiniens et leurs alliés. En réalité, l'entrée de l'armée syrienne au Liban avait été actée dès le mois d'avril avec Dean Brown, l'émissaire américain au Liban. Les chrétiens auraient souhaité une intervention française ou américaine, mais ces deux puissances, refusant d'intervenir directement, sous-traitèrent le dossier libanais aux Syriens.

Dans un discours d'une rare violence prononcé le 20 juillet 1976 à l'Université de Damas, Hafez el Assad légitima l'entrée de ses troupes au Liban et accusa le chef druze de jeter de l'huile sur le feu pour prolonger la guerre civile. Lors de sa dernière visite à Damas, le 21 mars, Joumblatt aurait sollicité une aide militaire syrienne pour écraser les maronites « qui nous gouvernent depuis cent quarante ans ». Cette confidence révéla à Assad que le conflit libanais n'opposait ni les musulmans aux chrétiens, ni la gauche à la droite, ni les progressistes aux réactionnaires : il s'agissait, simplement, d'une soif de vengeance vieille de cent quarante ans — ce qu'il ne manqua pas de dénoncer dans son discours.

Le retournement de situation militaire sur le terrain rassure rapidement les chrétiens et frustre Joumblatt de sa victoire. Les milices chrétiennes parviennent à évincer les camps palestiniens de leur territoire : Jisr el-Bacha tombe le 30 juin, Tall el-Zaatar le suit le 12 août. Fin septembre, l'armée syrienne chasse les fedayin et leurs alliés du Haut-Metn et remet les villages chrétiens aux phalangistes. La présence syrienne est légitimée par le sommet arabe de Riyad, à la mi-octobre, qui crée la Force arabe de dissuasion (FAD), composée presque exclusivement de soldats syriens. Quelques jours plus tard, cette décision est entérinée par la Ligue arabe au sommet du Caire. Le 15 novembre, l'armée syrienne entre à Beyrouth, mettant fin à la première phase de la guerre civile.

Après le discours de Hafez el Assad, Kamal Joumblatt était un homme condamné. Sa tournée dans les capitales arabes pour coaliser l'opinion contre la Syrie précipita sa fin. Il fut assassiné le 16 mars 1977, dans sa soixantième année — comme le lui avait prédit son directeur de conscience indien. Bien qu'il n'y eût aucun doute sur l'identité des commanditaires et que Joumblatt fût lui-même conscient d'être dans la ligne de mire des Syriens, les druzes se vengèrent de l'assassinat de leur chef en exécutant cent trente chrétiens.

1978 : le tournant

Le bouleversement politique du 19 novembre 1977 redistribue les cartes au Liban. La visite historique du président égyptien Anouar el-Sadate à Jérusalem provoque un rapprochement entre les Syriens d'une part et les Palestiniens ainsi que leurs alliés libanais de l'autre, tous hostiles à cette initiative. Dans le même temps, l'alliance entre les phalangistes et la Syrie éclate et se mue en conflit armé.

Cette alliance avec Damas n'avait jamais fait l'unanimité dans le camp chrétien. Bachir Gemayel, Camille Chamoun et Charbel Kassis, supérieur des moines maronites, la considéraient contre nature : les deux régimes étaient aux antipodes, le libanais capitaliste et libéral, le syrien socialiste et dictatorial. Il était par ailleurs devenu manifeste que les dirigeants syriens n'avaient nullement renoncé à leurs visées sur le Liban. L'affrontement éclate le 7 février 1978. L'armée syrienne avait dressé un barrage devant la caserne de Fayadiyé pour contrôler l'identité des militaires libanais.

Vécue comme une mesure vexatoire et humiliante, elle provoque une bataille féroce menée par le capitaine Samir Achkar, officier d'élite réputé pour son patriotisme, son panache et son idéalisme.

Malgré la faiblesse de ses effectifs, l'armée libanaise inflige des pertes sévères aux Syriens : plus de trente tués du côté de Damas. En représailles, l'armée syrienne bombarde le secteur et encercle le ministère de la Défense. Les affrontements s'étendent aux quartiers chrétiens. Hafez el Assad réclame l'arrestation et l'exécution des officiers libanais responsables. Le président Sarkis refuse. Une solution de compromis est trouvée : la mise en place d'un tribunal d'exception libano-syrien, et la mutation de plusieurs officiers proches du Front libanais — parmi les plus gradés, Antoine Barakat, Antoine Lahd, Ibrahim Tannous, Tarek Noujaim et Émile Kallas —, ce qui apaise l'ire de Damas.

Quelques mois plus tard, en septembre, Samir Achkar est tué dans des conditions qui restent à élucider par la Moukafaha — le Deuxième Bureau libanais — au moment de son arrestation, alors qu'il s'était retranché avec un groupe de soldats et d'officiers à son domicile. L'officier chargé de conduire l'opération, le lieutenant Kozhaya Chamoun, est arrêté le lendemain par les phalangistes sur ordre de Bachir Gemayel et exécuté dans des conditions atroces. Son cadavre ne sera jamais retrouvé.

Alors que l'affaire de Fayadiyé n'est pas encore résolue, le Sud-Liban est l'objet d'une invasion israélienne de grande envergure, sur quarante kilomètres de profondeur. Baptisée opération Litani, elle débute dans la nuit du 14 au 15 mars en réponse à une attaque de fedayin palestiniens infiltrés en Israël depuis les côtes libanaises, qui avait fait trente-sept morts et soixante et onze blessés israéliens dans un autobus près de Tel Aviv.

Sur impulsion des États-Unis, le Conseil de sécurité vote le 19 mars la résolution 425, qui instaure la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), chargée de surveiller le cessez-le-feu le long de la Ligne bleue et d'aider le gouvernement libanais à rétablir son autorité effective dans la région. Le retrait israélien débute le 11 avril et s'achève en juin. Une partie des territoires évacués est remise au commandant Saad Haddad, radié quelques mois plus tard de l'armée libanaise pour collaboration avec l'ennemi israélien, qui transforme sa milice en Armée du Liban-Sud. Israël entend ainsi constituer une zone de sécurité de vingt-cinq à trente kilomètres à sa frontière, tenue par son allié Haddad pour tenir les fedayin à distance. Malgré les insistances du secrétaire général de l'ONU, des États-Unis et de la France — qui menaça même de retirer ses troupes du contingent de Casques bleus —, le gouvernement libanais ne parvint pas à déployer son armée dans le Sud, rejetée aussi bien par les Palestiniens — qui la soupçonnaient d'être trop proche des chrétiens — que par le Front libanais, désireux de laisser les mains libres au commandant Haddad.

En ce mois de juin, un crime qui choqua le pays est commis et inaugurera une longue série du même acabit. Tony Frangié, fils du président, est exécuté dans sa villa à Ehden avec sa femme, sa fille de trois ans et une trentaine de ses fidèles, par un commando phalangiste commandé par Samir Geagea dans la nuit du 12 au 13 juin. La rupture de l'alliance entre les familles Gemayel et Frangié au sein du Front libanais tient à deux causes. Ayant pris des contacts avec les Israéliens, Bachir Gemayel avait rompu avec la Syrie et exigeait le retrait de son armée du Liban, tandis que Souleiman Frangié et son fils Tony demeuraient de fidèles amis de Hafez el Assad, considérant la présence syrienne comme une garantie contre les organisations palestiniennes. La seconde raison est la rivalité des deux familles pour le leadership dans le Liban-Nord, fief traditionnel des Frangié, et pour le partage des revenus de la cimenterie de Chekka et du port de Beyrouth, pillé par les milices chrétiennes. Dans ce contexte, les Frangié avaient assassiné le 7 juin Joud el-Bayeh, un responsable phalangiste du Liban-Nord, dans son bureau à Chekka. Selon plusieurs sources, l'expédition d'Ehden ne visait pas à tuer Tony Frangié, mais à s'emparer des deux assassins de Joud el-Bayeh, réfugiés dans son palais. Pour d'autres, son exécution avait bel et bien été décidée par les services israéliens dans le but d'éliminer un chef maronite trop proche de Damas. Quelles qu'en soient les raisons, les conséquences furent graves : les

Frangié évincèrent ou exécutèrent les sympathisants phalangistes de leur région, creusant un fossé entre les maronites du nord et ceux affiliés aux Gemayel, affaiblissant d'autant la cause chrétienne face aux Palestiniens et aux Syriens.

Le 1er juillet, c'est Bachir Gemayel lui-même qui est arrêté pendant quelques heures à un barrage de l'armée syrienne à Achrafieh. Dès sa libération, tous les postes militaires syriens en zone chrétienne sont attaqués, déclenchant une « guerre de cent jours » qui durera jusqu'au début du mois d'octobre. Profitant de positions stratégiques en hauteur — notamment depuis la tour Rizk —, l'armée syrienne terrorise les populations civiles des quartiers chrétiens de Beyrouth, qui résistent dans des conditions héroïques. La Syrie pose comme condition à l'arrêt des bombardements le désarmement des Forces libanaises. Elle finit par céder sous la pression internationale et arabe, acceptant de remplacer ses troupes dans les quartiers chrétiens de Beyrouth par des soldats soudanais et saoudiens, qui seront à leur tour remplacés par l'armée libanaise. La guerre de cent jours a révélé la nature profonde de l'armée syrienne, qui se comporte au Liban en armée d'occupation, n'hésitant pas à prendre la population civile en otage. Elle a aussi mis en lumière une évidence : la FAD à majorité syrienne, censée répondre à l'autorité du président libanais, n'obéit qu'au maître de Damas. Pour signifier son impuissance, le président Sarkis menace de démissionner. Sous la pression arabe et américaine, il revient sur sa décision.

Le fait politique le plus marquant de cette période reste l'ascension fulgurante de Bachir Gemayel, qui a conduit la résistance des quartiers chrétiens contre les Syriens.

En cet été 1978, chargé de surprises, survient un événement inattendu qui n'a pas encore livré tous ses secrets : la disparition mystérieuse de l'imam Moussa Sadr. Invité en Libye, il y arrive le 27 août en compagnie du journaliste Abbas Bader el-Din et du cheikh Mohammad Yaacoub. Nul n'en entend plus parler. Son passeport et ses effets personnels sont retrouvés dans un hôtel romain, laissés par une tierce personne dans ce qui ressemble à une mise en scène des services libyens pour accréditer l'idée que l'imam aurait quitté la Libye de son plein gré — alors même que les autorités italiennes ont démenti toute entrée sur leur territoire.

1980 : l'opération Altalena ou l'unification du fusil chrétien

Les forces combattantes chrétiennes étaient divisées en plusieurs milices aux commandements distincts. Les principales étaient les phalangistes, placés sous la direction du conseil de guerre Kataëb, et les Ahrâr, milice du Parti national libéral du président Camille Chamoun, commandée par son fils Dany. S'y ajoutaient deux formations de taille plus modeste mais très engagées idéologiquement : le Tanzim de Fouad Chémali, première organisation paramilitaire clandestine fondée à la fin des années soixante pour initier les jeunes chrétiens au maniement des armes, et les Gardiens du Cèdre d'Étienne Sakr, dit Abou Arz. Ancien inspecteur de la Sûreté générale, originaire de Aïn Ebel au Sud-Liban, Sakr était favorable à une alliance avec Israël et, hostile à l'identité arabe du Liban, estimait que les Libanais descendaient des Cananéens.

Malgré la fondation en août 1976 des Forces libanaises — structure de commandement unifiée censée coordonner les différentes milices chrétiennes —, la désorganisation régnait sur le terrain : rivalités entre milices, multiplication des incidents, ignorance mutuelle des opérations menées, sources de nombreuses pertes inutiles. Au cours de l'année 1980, les accrochages entre les Ahrâr et les Kataëb se multiplient. Bachir décide alors un coup de force pour unifier le fusil chrétien : l'opération Altalena, dont le but est de désarmer les casernes et permanences des Ahrâr. Instruit par le dérapage d'Ehden qui avait conduit à l'assassinat de Tony Frangié, l'ordre est donné de préserver à tout prix la vie du président Camille Chamoun, de son fils Dany et de leur famille. Décidée le 7 juillet à quatre heures du matin, l'opération, conduite par Élie Hobeika, ne débute qu'à dix heures, dans l'attente que Dany Chamoun quitte son siège à Safra — pour ne pas renouveler le drame d'Ehden. À

la fin de la journée, les Ahrâr sont neutralisés et Dany Chamoun se réfugie à Beyrouth-Ouest. Le bilan humain s'élève à environ quatre-vingts morts.

Le soir même, Bachir convoque les dirigeants chamounistes et Kataëb à une réunion à l'église Saint-Antoine de Sodeco. En grand homme d'État, Camille Chamoun surmonte sa colère et vient assister à la réunion, au cours de laquelle est décidée l'unification du commandement chrétien dans le cadre des Forces libanaises — structure jusqu'alors largement fantomatique. Le commandement est unifié sous l'autorité de Bachir. Le conseil de commandement comprend des représentants de chaque milice : Joseph Chaoul pour le PNL de Chamoun, Fouad Abou Nader pour les phalangistes, Fady Hayek pour le Tanzim, Kairouz Barakat pour les Gardiens du Cèdre, et Fady Frem, qui sera le numéro deux de Bachir.

Les miliciens du PNL intègrent en partie les Forces libanaises. Les récalcitrants se regroupent autour d'Élias Hannouche, surnommé Hannache, et se replient sur Aïn el-Remaneh, un quartier chamouniste. À la suite de provocations — notamment deux explosions de voitures piégées en région chrétienne attribuées à Hannache —, Bachir ordonne la neutralisation de ses hommes. Après quarante-huit heures de combat, ils sont vaincus et fuient vers Beyrouth-Ouest. Avec la complicité des Syriens, ce groupe tente de s'installer à Zahlé, d'où il est à nouveau chassé par les Forces libanaises.

En unifiant les différentes milices chrétiennes sous un commandement unique, l'opération Altalena atteint ses objectifs. Son nom mérite une explication. L'*Altalena* était le bateau qui transportait des armes pour l'Irgoun de Menahem Begin, destinées à renverser le gouvernement de Ben Gourion après la signature du cessez-le-feu avec les Arabes en juin 1948. Son nom rendait hommage à Zeev Jabotinsky, activiste sioniste extrémiste dont c'était le nom de plume. Le bateau fut détruit par Tsalal sur ordre de Ben Gourion, qui réussit à neutraliser l'Irgoun en vingt-quatre heures et à unifier les combattants sionistes au sein de la nouvelle armée d'Israël. Le choix de ce nom par Bachir était doublement malheureux : il faisait référence à un épisode de l'histoire israélienne défavorable à son allié Menahem Begin, et rendait hommage à un extrémiste sioniste.

À la suite de l'opération Altalena, le président Sarkis se trouve pris en tenaille entre Bachir Gemayel, qui s'impose comme chef incontesté dans les régions chrétiennes, et les Palestiniens et les Syriens, qui contrôlent les régions musulmanes. Malgré de multiples escarmouches entre l'armée libanaise et les Forces libanaises, un rapprochement s'opère entre Bachir et Sarkis, orchestré par Johnny Abdo, chef du Deuxième Bureau. Après avoir longtemps maintenu une politique d'équilibre entre les communautés, dans l'esprit du chéhabisme qui l'avait formé, Sarkis en arrive à la conviction que les musulmans libanais sont entièrement sous la coupe des Palestiniens — qui cherchent une patrie de substitution — et des Syriens — qui visent à dominer leur petit voisin. Un rapprochement se dessine entre le président libanais et le jeune chef chrétien, tous deux animés par la même volonté : libérer le Liban de la présence armée palestinienne et de la tutelle syrienne.

1981 : la bataille de Zahlé

L'année 1980 s'était achevée avec l'épisode Hannache, installé fin décembre sous protection syrienne à Zahlé à la tête d'une quarantaine d'hommes — au cours duquel cinq soldats syriens avaient été tués à l'intérieur de la ville. En quelques heures, Hannache et ses protecteurs avaient été contraints de se retirer par les Forces libanaises.

Les mois d'hiver sont mis à profit pour renforcer les défenses de la ville. Joe Eddé, un proche de Bachir, est dépêché sur place pour superviser la défense. Des combattants et des munitions sont acheminés par des sentiers muletiers serpentant à travers la montagne du Sannine, qui surplombe la ville à l'ouest et la sépare de la région chrétienne.

Le 2 avril, un déluge de feu syrien s'abat sur Zahlé. Malgré la résistance héroïque de ses défenseurs, l'étau syrien se resserre : le 8 avril, le quartier de Mouallaka, à l'entrée est de la ville, tombe aux mains des Syriens. Le 10 avril, des forces hélicoptères syriennes s'emparent des collines stratégiques dominant la ville. Le blocus devient hermétique. Le 24 avril, à cinq heures et demie du matin, la position de la Chambre des Français — un poste stratégique à deux mille mètres d'altitude dans le Sannine, permettant de contrôler à la fois Zahlé à l'est et la région chrétienne à l'ouest — est investie par des troupes hélicoptères syriennes. L'artillerie des Forces libanaises qui y était installée est neutralisée.

Dans la ville, les conditions de vie de la population civile se détériorent rapidement. Les habitants sont terrés dans les abris. Le ravitaillement commence à manquer. Des hôpitaux de campagne sont installés dans les caves des immeubles, où l'on opère à la lueur des bougies. Les tensions se multiplient entre les combattants venus de l'extérieur et les habitants, qui estiment que leur ville est entraînée dans un conflit qui la dépasse.

D'un affrontement entre Forces libanaises et Syriens, la bataille de Zahlé dégénère en crise régionale entre Israël et la Syrie. Rafael Eitan, chef d'état-major de Tsahal, juge que la prise des hauteurs du Sannine et l'utilisation d'hélicoptères par les Syriens constituent un bouleversement stratégique en faveur de Damas. Le 28 avril, lors d'une réunion houleuse, il obtient du Conseil des ministres israélien l'autorisation d'engager l'aviation contre les Syriens, malgré les réserves du général Yehoshua Saguy, directeur du A'man, qui évoque un piège tendu par Bachir, soupçonné de dramatiser la situation pour entraîner Israël dans un conflit avec la Syrie. Menahem Begin tranche en déclarant : « Nous ne leur permettons pas de perpétrer un génocide au Liban. » Le jour même, vers midi, un hélicoptère syrien chargé de ravitailler ses soldats sur le Sannine est abattu. En fin d'après-midi, un second hélicoptère syrien subit le même sort. La réaction de Damas est immédiate : des batteries de missiles SAM-6 et SAM-8 sont déployées dans la Bekaa. Plusieurs drones israéliens sont abattus. Le monde retient son souffle. Une attaque israélienne contre les batteries de missiles est décidée pour le 1er mai, mais retardée par les conditions météorologiques, puis annulée sous la pression du président Reagan, qui dépêche dans la région un émissaire spécial, Philip Habib. Fils d'immigrés libanais maronites — son père était épicier à Brooklyn —, Habib était un diplomate chevronné et respecté, qui avait participé aux négociations de paix avec le Nord-Vietnam.

La situation évolue dramatiquement, d'un antagonisme interchrétien à une crise mondiale. Le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères effectue une visite surprise à Damas, et la Syrie dépêche sept mille soldats vers le sud de la Bekaa. La crise finit par se désamorcer. Begin déclare que les batteries de missiles dans la Bekaa ne présentent pas de menace pour Israël — ce qui revient à accepter le fait accompli. Entre-temps, c'est la centrale nucléaire de Tammouz, en Irak, qui est bombardée dans une opération spectaculaire nécessitant la traversée de plusieurs espaces aériens arabes par les avions israéliens.

Une issue est trouvée après trois mois de combat. Le 30 juin, six cents gendarmes libanais se déploient sur les positions des combattants des deux bords. Les quatre-vingt-quinze combattants non zahliotes évacuent la ville, l'arme à la main, dans un convoi d'autobus sous protection syrienne. Ils sont accueillis en héros à leur arrivée dans la région chrétienne.

Avec mille cent vingt et un tués et quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf blessés sur l'ensemble du territoire libanais, la bataille de Zahlé fut d'abord un drame humanitaire. Ce fut aussi une défaite militaire pour les chrétiens — même si, paradoxalement, elle fit connaître leur cause sur la scène internationale. Durant trois mois, les téléspectateurs européens et américains s'étaient pris de compassion pour cette ville assiégée. Le Liban occupait chaque soir la tête des journaux télévisés. L'administration américaine révisa sa position envers les chrétiens du Liban : après avoir longtemps été hostile aux maronites, l'administration Reagan en arriva à la conclusion que l'armée syrienne

devait quitter le Liban. L'Arabie Saoudite revint sur la scène libanaise pour faire contrepoids à la Syrie. La gendarmerie libanaise put regagner Zahlé. Les barrages syriens furent levés et la ville passa sous le seul contrôle de la gendarmerie libanaise. Bachir Gemayel acquit, à l'issue de cette épreuve, une stature internationale et s'imposa comme le chef incontesté du camp chrétien.

Les Américains, qui lui avaient jusqu'alors été hostiles, commencèrent à miser sérieusement sur lui. L'ambassadeur américain John Gunther Dean défendit sa cause devant l'administration américaine et le fit inviter à Washington. Considéré par certains responsables de la CIA comme un assassin sanguinaire en raison du meurtre de Tony Frangié et de l'opération Altalena, Bachir réussit, lors de ses entretiens à Washington, à modifier son image. William Clark, adjoint d'Alexandre Haig et proche du président Reagan, et William Casey, directeur de la CIA, explorèrent avec lui les perspectives d'une collaboration dans le cadre d'une nouvelle politique américaine au Proche-Orient. Pour Washington, le Liban devait maintenir ses liens avec le monde arabe et ne pas devenir un second Israël.

Malgré leurs liens avec Israël, les Forces libanaises entretenaient de bonnes relations avec l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Irak. Le régime de Saddam Hussein s'était montré disposé à leur fournir des armes pour contrer les Syriens. Bagdad paiera cher cet activisme sur la scène libanaise : le 15 décembre, l'ambassade irakienne à Beyrouth est dévastée par un attentat-suicide, faisant soixante et une victimes dont l'ambassadeur. Son siège sera transféré à Hazmieh, en zone chrétienne.

Quant à Hannache, à l'origine de cette cascade d'événements, il sera assassiné le 16 août dans une ruelle de Hamra, à Beyrouth-Ouest, avec sa fille, son fils et ses deux gardes du corps.

1982 : l'invasion israélienne, le départ d'Arafat et l'assassinat de Bachir

Les relations entre Bachir et les Israéliens remontent aux débuts de la guerre civile. Partant du principe que l'ennemi de mon ennemi est mon ami, Georges Adwan, chef du Tanzim, prend contact en septembre 1975 avec l'ambassade d'Israël à Paris pour solliciter une aide militaire en faveur des chrétiens du Liban. Deux responsables israéliens — David Kimché, du Mossad, et le colonel Benyamin Ben Eliezer — se rendent par voie maritime à Kaslik pour rencontrer Pierre Gemayel et ses deux fils Amine et Bachir, ainsi que Camille Chamoun et son fils Dany. Quelques jours plus tard, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin rencontre Pierre Gemayel et Camille Chamoun à bord d'une vedette israélienne au large des côtes libanaises. Son message est sans ambiguïté : « Aidez-vous et on vous aidera. » En d'autres termes : des armes, oui ; des combattants à votre place, non. À partir de cette date, Israël commence à livrer gratuitement des armes aux milices chrétiennes et à assurer leur entraînement.

La relation entre les chrétiens libanais et Israël prend un nouveau tournant avec l'arrivée de Menahem Begin au pouvoir en 1977. Ayant lui-même connu le ghetto de Varsovie, Begin se montre plus sensible au sort des chrétiens libanais menacés de toutes parts. L'appui israélien s'intensifie avec la livraison de chars et de matériels de combat sophistiqués. Mais cette collaboration ne fait pas l'unanimité dans les services israéliens. Dirigé par le général Yitzhak Hofi, acquis à la cause des chrétiens du Liban, le Mossad y était très favorable et ouvrit en 1981 une antenne à Adonis — plus tard transférée à Tabarja —, dirigée par un agent surnommé Alex (Shmulik Avyatar), qui vouait une admiration sans bornes à Bachir, dont il avait accroché la photo dans son appartement de Jérusalem. Son chef était Menahem Navot (Mendy), responsable du desk Liban du Mossad. Le renseignement militaire, le A'man, dirigé par Yehoshua Saguy, restait en revanche méfiant envers la milice chrétienne, qu'il jugeait peu fiable et qualifiait de « jardin d'enfants ».

Nommé ministre de la Défense le 5 août 1981, Ariel Sharon est le véritable artisan de l'invasion du Liban en 1982. Convaincu de l'urgence d'éradiquer la présence de l'OLP à Beyrouth, il se rend lui-même au Liban le 12 janvier, accompagné de plusieurs généraux et d'hommes du Mossad, pour évaluer la situation militaire sur le terrain. Arrivé en hélicoptère à la centrale électrique du Zouk, il est

accueilli par Bachir Gemayel. Le lendemain, ce dernier, au volant de son Range Rover, lui fait parcourir la région chrétienne, de Beyrouth-Est jusqu'aux hauteurs du Mont-Liban. Pour Sharon, il convient d'éviter une confrontation directe avec la Syrie — raison pour laquelle il refuse d'étendre l'offensive au Liban-Nord, comme le souhaitait Bachir.

Devant le Conseil des ministres israélien réuni le 10 mai, Sharon présente l'opération comme limitée, sur le modèle de l'opération Litani, sans évoquer une poussée jusqu'à Beyrouth. Mais quatre jours plus tard, devant l'état-major de l'armée, il expose un plan prévoyant une offensive le long du littoral en vue d'une jonction avec les Forces libanaises pour encercler la capitale. L'entrée de l'armée israélienne dans une capitale arabe étant politiquement délicate sur le plan international, il reviendrait aux Forces libanaises de « nettoyer » Beyrouth.

En vue de l'invasion, Sharon rencontre le 25 mai, aux États-Unis, Alexandre Haig — acquis à la cause israélienne —, et obtient son aval. Il ne reste plus qu'à trouver le prétexte. Le 3 juin, en sortant de l'hôtel Dorchester à Londres où il assistait au dîner annuel de la London School of Economics, l'ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne, Shlomo Argov, est victime d'une tentative d'assassinat. Gravement blessé à la tête, il restera paralysé toute sa vie. Cet attentat est, selon les termes mêmes d'Ariel Sharon, « l'étincelle qui a mis le feu aux poudres ». Pourtant, Abou Jihad avait donné l'ordre à toutes les factions de l'OLP d'éviter tout attentat contre Israël, pour ne pas lui fournir de prétexte pour attaquer Beyrouth. L'attentat contre l'ambassadeur avait été commandité par Abou Nidal, un Palestinien réfugié en Irak, en rupture avec l'OLP, qui cherchait précisément à déchaîner les foudres d'Israël contre la centrale palestinienne.

La réaction israélienne ne tarde pas. Le Conseil des ministres est convoqué en urgence le samedi 5 juin au soir, après la fin du Shabbat. L'invasion du Liban est décidée à l'unanimité, à condition de ne pas attaquer l'armée syrienne sauf pour des raisons défensives. Présentée par Sharon comme une opération limitée, elle reçoit le nom de « Paix en Galilée » — terminologie habilement défensive.

Le dimanche 6 juin, aux premières heures du matin, des parachutistes israéliens s'emparent du château de Beaufort, une citadelle croisée occupée par les Syriens servant de poste d'observation sur tout le Sud-Liban. Simultanément, les forces terrestres israéliennes — fortes de soixante-seize mille combattants, huit cents chars de combat et trois cents transports de troupes — avancent sur trois axes : le long du littoral en direction de Beyrouth, par la vallée de la Bekaa via Hasbaiya, et entre ces deux axes par Jezzine. Une opération hélicoptérée de commandos s'empare du pont de l'Awali, au nord de Saïda, pour couper la retraite des Palestiniens vers Beyrouth.

Le 8 juin, Menahem Begin effectue une visite très médiatisée au château de Beaufort et le remet à Saad Haddad. Le jour même, Ariel Sharon demande au Conseil des ministres de pousser l'offensive au-delà des quarante kilomètres jusqu'à la route Beyrouth-Damas.

Malgré les instructions claires de ne pas s'attaquer à l'armée syrienne, et bien que les Syriens aient été avertis de rester à l'écart, une impressionnante bataille aérienne éclate le 9 juin dans l'après-midi entre les deux aviations. Le bilan est lourd du côté syrien : vingt-deux MiG abattus et dix-neuf batteries de missiles SAM-6 et SAM-8 détruites. Du côté israélien : aucune perte. Une nouvelle bataille aérienne a lieu le lendemain — vingt-six avions syriens supplémentaires abattus et onze batteries détruites, toujours sans aucune perte israélienne. Le téléphone rouge sonne à la Maison-Blanche. Léonid Brejnev menace Ronald Reagan de s'attaquer aux intérêts américains dans le monde si l'offensive israélienne n'est pas stoppée. Les pressions américaines sur Begin aboutissent à un cessez-le-feu le 11 juin — alors que l'opération n'a pas encore atteint tous ses objectifs. Il restait à chasser les Syriens de Rayak, Chtaura et Zahlé, et à neutraliser le Haut-Metn où se trouvait la 62e brigade syrienne qui tenait sous ses canons la région chrétienne. Le Liban-Nord, quant à lui, ne figurait pas dans les objectifs israéliens. Dans ces conditions, la Syrie conserve une carte maîtresse lui permettant de se repositionner sur la scène libanaise.

Malgré le cessez-le-feu, les bombardements israéliens sur Beyrouth-Ouest se poursuivent pour contraindre les Palestiniens à quitter la ville. Le dimanche 13 juin, la jonction s'effectue entre l'armée israélienne et les Forces libanaises au niveau du village de Bsaba. À seize heures, Bachir Gemayel, avec son état-major, vient y accueillir les généraux Raphaël Eytan et Amir Drori, entourés de leurs hommes. Le lendemain, les Israéliens traversent sans résistance la région de Baabda, tenue par l'armée libanaise, et installent leur quartier général dans la région chrétienne, au collège Mont-La-Salle qui surplombe Beyrouth. L'étai se referme hermétiquement sur ce que la presse israélienne appelle le « trou à rats » — Beyrouth-Ouest.

Le gouvernement israélien, qui ne tient qu'à une courte majorité, se trouve contesté par une opinion publique de plus en plus grondante. Les manifestations du mouvement « La Paix Maintenant » se multiplient dans les rues de Tel Aviv, réclamant l'arrêt des combats et le retour des soldats. L'opposition israélienne, menée par Shimon Peres, devient sévèrement critique envers Begin et Sharon. Des officiers supérieurs expriment leurs réserves lors des réunions de l'état-major. Un groupe de réservistes, connu sous le nom de « Ça suffit », réclame l'arrêt de la guerre.

Redoutant une crise avec les Soviétiques et une déstabilisation de leurs relations avec le monde arabe, l'administration américaine commence à son tour à gronder. Alexandre Haig, allié inconditionnel d'Israël au département d'État, est contraint à la démission le 25 juin et remplacé par George P. Shultz, président du groupe Bechtel, une entreprise de travaux publics disposant d'importants intérêts en Arabie Saoudite et en Irak.

La relation entre Israël et les Forces libanaises atteint son point de rupture. Sommées par le commandement de Tshal de ne pas intervenir au début de l'opération, les Forces libanaises sont invitées, après le cessez-le-feu du 11 juin, à s'engager militairement et à déclencher l'opération Spark — « étincelle ». Ce plan prévoit l'invasion de Beyrouth-Ouest par la milice chrétienne à partir de la faculté des sciences de l'Université libanaise, occupée à cet effet par Fady Frem. L'armée israélienne ne pouvant pas investir une capitale arabe, l'action des Forces libanaises devait lui en ouvrir la voie.

Conscient de ce que cela lui coûterait politiquement, Bachir explique aux Israéliens que cette opération lui ferait perdre les votes de députés musulmans indispensables à son élection présidentielle, et mettrait en péril les relations économiques du Liban avec le monde arabe — entraînant l'expulsion de quelque trois cent mille chrétiens libanais travaillant dans les pays du Golfe. Sans compter les représailles syriennes probables contre les chrétiens de Zahlé et du Liban-Nord. Alors que Sharon se montre réceptif à ces arguments, Begin convoque Bachir en Israël et lui explique qu'il faut savoir prendre des risques si l'on veut libérer son pays.

Mais rapidement, l'opération Spark est reléguée au second plan. Les Américains obtiennent l'évacuation des cadres et combattants palestiniens de Beyrouth, sous contrôle de l'armée libanaise, pour épargner à la ville des destructions supplémentaires. Les alliés des Palestiniens commencent à lâcher Arafat sous le poids des bombardements. Lors d'une conférence de presse, Walid Joumblatt déclare que l'OLP doit quitter Beyrouth avant d'annoncer son retrait de la vie politique. Profitant d'un cessez-le-feu, la population fuit massivement Beyrouth-Ouest, privée d'eau et d'électricité.

Dans ce contexte, la diplomatie française s'apprêtait à saisir le Conseil de sécurité pour imposer un cessez-le-feu à Israël et placer Beyrouth-Ouest sous contrôle d'observateurs — ce qui aurait de facto sauvé Arafat et maintenu la présence armée palestinienne. Cette initiative suscita l'indignation de responsables israéliens, mais aussi celle du président Sarkis et de son ministre Fouad Boutros. Peu soucieux des intérêts du Liban, les arabisants du Quai d'Orsay et l'ambassadeur de France à Beyrouth Paul-Marc Henry cherchaient avant tout à sauver les Palestiniens. Leur ministre Claude Cheysson fit preuve d'une méconnaissance affligeante du dossier libanais, allant jusqu'à le lier à la résolution du problème palestinien — au grand dam du gouvernement libanais.

Les Saoudiens entrent à leur tour en scène. Bachir est invité à Riyad pour rencontrer le ministre des Affaires étrangères saoudien Saoud al-Fayçal, son homologue koweïtien Abdel Aziz Hussein et le secrétaire général de la Ligue arabe Chadli Klibi. Il s'y rend le 1er juillet, via Larnaca, en compagnie de Zahi Boustani et d'Élie Hobeika. Le but de la réunion est de trouver une sortie honorable aux Palestiniens tout en sauvegardant la souveraineté libanaise. Elle accouchera d'une recommandation aux deux belligérants de négocier — un coup d'épée dans l'eau.

La montée des Forces libanaises dans le Chouf, dans le sillage de l'armée israélienne, se traduit rapidement par des échauffourées de plus en plus fréquentes avec les druzes, semant les germes d'une grande explosion à venir. Des affrontements sont signalés à Maasser, Beit Eddine, Choueifate, Aley et Kobbeyh, où Manuel Gemayel, cousin de Bachir, est tué. Une délégation de druzes libanais obtient l'autorisation de Tsahal de passer en Israël pour rencontrer le chef spirituel des druzes israéliens, le cheikh Amine Tarif, qui intercède en leur faveur auprès de Begin. Soucieux de ne pas arbitrer le conflit entre druzes et chrétiens dans le Chouf, Sharon, Begin et Eytan somment les Forces libanaises de cesser leurs provocations. Bachir reproche aux Israéliens la présence dans le Chouf d'officiers de confession druze favorables à leurs coreligionnaires, notamment le lieutenant-colonel Ismaïl Kabalan. Devant la multiplication des incidents, Bachir nomme Samir Geagea responsable du Chouf, lequel s'installe à Aïn Trez.

Leur objectif étant de faire sortir Arafat — mort ou vivant — avec ses fedayin de Beyrouth, les Israéliens étaient hostiles à tout conflit dans le Chouf. De son côté, Arafat cherchait à obtenir le déploiement d'une force internationale ou d'observateurs de l'ONU pour prévenir toute action militaire israélienne contre Beyrouth-Ouest — et, s'il devait inévitablement quitter Beyrouth, à le faire vers Tripoli, la grande ville sunnite à une centaine de kilomètres de la capitale.

Arafat finit par admettre que sa position est intenable. Le 30 juillet, il accepte de quitter Beyrouth dans les quinze jours, sans exiger le déploiement préalable d'une force multinationale. Le 12 août, l'émissaire américain Philip Habib impose un cessez-le-feu général et présente un plan en quatorze points portant son nom, accepté quatre jours plus tard par le Conseil des ministres israélien. Avant son départ, Arafat distribue à ses alliés libanais du Mouvement national les armes lourdes qui devaient être remises à l'armée libanaise.

Les préparatifs s'accélèrent. Des navires américains, français et italiens croisent au large des côtes libanaises. Il restait à trouver une destination pour les combattants palestiniens. Les Syriens et les Saoudiens, pourtant prompts à rappeler au Liban ses « devoirs envers la cause palestinienne », refusent catégoriquement de les accueillir. C'est finalement Tunis qui accepte, sous pression américaine.

Le 20 août, les ambulances de la Croix-Rouge transportent du Beyrouth-Ouest vers le port les dépouilles de neuf soldats israéliens tués au combat, ainsi que deux militaires israéliens libérés par les Palestiniens, immédiatement évacués par hélicoptère vers Haïfa.

Le lendemain à l'aube, les légionnaires du 2e Régiment étranger de parachutistes français, commandés par le lieutenant-colonel Bernard Janvier, commencent leur débarquement dans le port de Beyrouth — dans le cadre de ce que la France nomme « opération Épaulard ». En fin de matinée, trois cent quatre-vingt-dix-sept Palestiniens embarquent sur le *Sol Georgios*, un navire sous pavillon grec. Dans les jours suivants, les départs se succèdent à un rythme régulier. Les bersaglieri italiens débarquent à leur tour, suivis des Marines américains. Le 26 août, la brigade Hittin est évacuée par la route de Damas, sous contrôle israélien, dans des camions arborant les portraits de Hafez el Assad et de Yasser Arafat. Près de quinze mille combattants palestiniens sont déjà évacués au 30 août.

Vient le moment du départ d'Arafat. Il a droit aux honneurs d'un chef d'État. Accompagné du Premier ministre Chafic Wazzan, dont il emprunte la limousine officielle, il fait le tour de ses alliés politiques

pour les adieux avant d'embarquer sur l'*Atlantis*, un navire grec, en direction d'Athènes, escale avant Tunis. Il est escorté par les frégates françaises *Dupleix* et *Georges Leygues*. Tandis que la population de Beyrouth-Ouest se massait dans les rues pour acclamer le chef palestinien qui brandissait le V de la victoire, entouré de fedayin tirant en l'air à la kalachnikov, les chrétiens jubilaient devant leurs téléviseurs, croyant assister à la fin d'un cauchemar.

Parallèlement à l'évacuation des combattants palestiniens et syriens, l'objectif politique de l'opération « Paix en Galilée » était l'élection de Bachir Gemayel à la présidence de la République. Outre Philip Habib, qui avait influencé en sa faveur l'administration américaine, Bachir jouissait du soutien du président Sarkis. Issu du chéhabisme — qui prône la modération et l'équilibre entre les communautés —, Sarkis opérait en s'engageant pour Bachir un retournement radical. Au cours de ses six années de mandat, il avait acquis la conviction que l'islam politique libanais s'égarait en voulant entraîner le Liban dans le conflit du Proche-Orient, malgré le prix déjà payé. Il avait aussi eu largement l'occasion de mesurer les visées des Syriens et des Palestiniens sur le Liban.

Redoutant l'élection de Bachir, le Premier ministre Chafic Wazzan tenta de convaincre Sarkis d'accepter une prolongation de deux ans de son mandat — et se heurta à un refus catégorique. L'islam politique libanais, mené par Saeb Salam, militait pour une personnalité consensuelle. Plus surprenante encore fut la position d'Amine Gemayel, qui œuvrait en coulisses contre son propre frère dans l'espoir d'être lui-même l'homme du consensus. Le ministre des Affaires étrangères saoudien Saoud el-Fayçal et son homologue syrien Abdel Halim Khaddam opposèrent un refus catégorique à l'élection de Bachir.

Une première session parlementaire est fixée par le président du Parlement Kamel el-Asaad le 19 août, à la villa Mansour située entre les deux Beyrouth, avec Bachir Gemayel pour seul candidat. Craignant de ne pas atteindre le quorum de soixante-deux députés, des bombardements la veille — venus vraisemblablement de la région chrétienne —, donnèrent à el-Asaad le prétexte de déplacer la réunion à l'académie militaire de Fayadiyé, contrôlée par les Forces libanaises. Le 23 août, à onze heures précises, s'ouvre la seconde session. Le quorum est atteint, en présence de dix-huit députés musulmans — douze chiites, quatre sunnites et deux druzes. Bachir Gemayel est élu treizième président de la République libanaise au deuxième tour, avec cinquante-sept voix pour et cinq bulletins blancs.

La campagne électorale de Bachir était dirigée par Zahi Boustani. Pour atteindre le quorum, il avait fallu faire venir des députés de l'étranger — à l'image de Joseph Skaff, qui se déplaça depuis Paris malgré sa maladie. René Mouawad et Fouad Ghosn étaient présents, au risque de subir la vindicte des Frangié. Une absence fut remarquée : celle d'Albert Moukhaiber, qui eut le courage de ne pas assister à l'élection, alors qu'il résidait dans le Metn et risquait les représailles des Forces libanaises.

Les États-Unis sollicitèrent discrètement les Saoudiens, qui dépêchèrent leur ambassadeur Ali Chaër à Beyrouth pour tenter de réconcilier l'opposition sunnite, conduite par Saeb Salam, avec Bachir Gemayel. La Syrie, quant à elle, continuait à refuser le président élu « à l'ombre des chars israéliens », et Walid Joumblatt se réfugiait à Damas.

L'évacuation des fedayin et de l'armée syrienne s'étant déroulée conformément au plan, la Force multinationale décide de se retirer de Beyrouth début septembre, en avance sur le calendrier prévu entre le 21 et le 26 septembre. La 8e brigade de l'armée libanaise, commandée par le colonel Michel Aoun, se déploie en centre-ville sans incidents.

La principale préoccupation du commandement militaire israélien était la neutralisation des cellules palestiniennes dormantes restées à Beyrouth-Ouest. De son côté, soumis à une contestation interne croissante pour l'opération « Paix en Galilée », Begin était pressé d'obtenir une victoire politique sous la forme d'un traité de paix avec le Liban. Il demande au Mossad d'organiser une rencontre avec

Bachir Gemayel, qui a lieu le 1er septembre à Nahariyya, station balnéaire au nord d'Israël où Begin passe ses vacances. Pour préserver le secret de la rencontre et ne pas compromettre les chances de Bachir dans son entreprise d'unification nationale, elle se tient dans une usine de matériel militaire.

Bachir est accueilli par Ariel Sharon, Yitzhak Shamir, David Kimché, Yitzhak Hofi et les hommes du Mossad au Liban. Le champagne est débouché pour fêter l'élection du nouveau président libanais. Menahem Begin arrive à vingt-trois heures, boitant en raison d'une opération récente de la hanche, et de mauvaise humeur : il venait de se voir proposer par le secrétaire à la Défense américain un plan de paix pour le Proche-Orient prévoyant la restitution du Golan à la Syrie et remettant en cause le statut de Jérusalem.

Begin adopte le ton solennel qui convient à cette rencontre historique. Après avoir rappelé le rôle des Palestiniens dans l'effritement de l'État et de la souveraineté libanaise, et s'être félicité du succès de l'opération et de l'alliance israélo-chrétienne, il évoque la volonté de son gouvernement de chasser les terroristes du Liban-Nord et de la Bekaa, puis de se retirer du Liban en même temps que les Syriens. Il rappelle qu'Israël a été le seul pays à avoir aidé les chrétiens du Liban, quand les Français et les Américains prenaient leurs distances avec les milices chrétiennes. Vient ensuite le moment difficile pour Bachir : Begin réclame un traité de paix avec le Liban, au risque de compromettre les relations du nouveau président avec le leadership musulman et le monde arabe. Il va jusqu'à en définir les modalités et nommer, côté israélien, Yitzhak Shamir et Ariel Sharon comme interlocuteurs. Tout en rappelant qu'il a toujours considéré Bachir comme son fils, il adopte un ton véhément, chargé de reproches : il revient sur l'inquiétude de l'opinion publique israélienne face à l'absence de tout soutien déclaré des Forces libanaises en faveur d'Israël, et regrette vivement la prise de position du président Chamoun contre un traité de paix. Sharon vient au secours de Bachir.

Cette confrontation illustre toute la complexité de la position de Bachir, contraint à un équilibre périlleux entre Israël d'un côté et, de l'autre, les musulmans libanais et les gouvernements arabes. Certains ont voulu voir dans cette réunion les germes d'un rôle des Israéliens dans l'assassinat de Bachir — hypothèse à écarter d'emblée. Les Israéliens n'ont pas assassiné Bachir Gemayel : il était la pierre angulaire de leur politique au Liban, et de nombreux responsables israéliens lui étaient personnellement attachés. À la veille de son départ à la retraite, Yitzhak Hofi, chef du Mossad, tient à se rendre avec sa femme à Bikfaya pour féliciter le président libanais de son élection et prendre congé. À la fin de leur entretien, il lui rappelle avec insistance la nécessité de renforcer sa protection personnelle. Deux jours avant l'attentat, Sharon vient lui aussi à Bikfaya et avoue à Bachir n'avoir pas dormi la nuit qui a suivi la rencontre de Nahariyya, regrettant le ton adopté par Begin — avant de convenir avec lui des arrangements sur tous les points en litige, qui seront ensuite validés par le Premier ministre.

Le premier responsable de la mort de Bachir est Bachir lui-même. Portant sur ses épaules le destin et les espoirs de tout un peuple, visé par les Syriens et les Palestiniens, il refusa toute mesure de sécurité sérieuse, malgré les insistances de Zahi Boustani. Il ne changea rien à ses habitudes, qui le rendaient prévisible et vulnérable. En comparaison, Arafat ne dormait jamais deux nuits de suite au même endroit.

L'attentat qui bouleversa l'histoire du Liban eut lieu le mardi 14 septembre. Comme chaque mardi, Bachir se présente au siège des Forces libanaises à Achrafieh à seize heures, pour saluer une dernière fois ses camarades avant sa prise de fonction présidentielle. Dix minutes plus tard, une charge de trente-cinq kilogrammes de TNT explose. Placée à l'étage supérieur, elle pulvérise l'immeuble. Les premières informations laissent croire que le président élu est sain et sauf, mais son cadavre est retrouvé quelques heures plus tard, reconnaissable à sa tenue bleue et à sa bague, le visage défiguré. Craignant la réaction des miliciens présents, l'information est retenue et le corps discrètement transporté à l'Hôtel-Dieu.

Deux jours plus tard, l'auteur de l'attentat, Tanios Chartouni, est arrêté. Il s'agit d'un membre du Parti populaire nationaliste syrien. Il avait posé la bombe deux jours avant l'attentat dans l'appartement de ses grands-parents, situé juste au-dessus du siège des Forces libanaises — appartement alors occupé par sa sœur. À l'arrivée de Bachir, il appelle sa sœur et l'enjoint de venir d'urgence à l'hôpital. Une fois celle-ci sortie de l'immeuble, il actionne l'explosif à distance. Dans son affolement, criant que son frère vient de lui sauver la vie, la sœur attire l'attention sur elle. Chartouni est arrêté le 16 septembre et remis à Amine Gemayel. Il parvient à se débarrasser de ses menottes et à s'évader, mais est reconnu et arrêté à nouveau par les hommes d'Élie Hobeika au dernier barrage avant la zone contrôlée par la Syrie. Il sera libéré en octobre 1990 par les Syriens, lors de la chute du général Aoun, et accueilli en héros.

Les massacres de Sabra et Chatila

Dès qu'il apprend la mort de Bachir, Sharon décide d'investir Beyrouth pour opérer le « nettoyage » de la ville : neutralisation des cellules palestiniennes dormantes et récupération de documents et de caches d'armes. Le prétexte politique est tout trouvé : maintenir l'ordre et protéger la population contre des repréailles. Face aux pressions américaines qui lui reprochent de violer les accords conclus par Philip Habib, Begin fait valoir que la présence de deux mille combattants palestiniens demeurés à Beyrouth ainsi que l'assassinat de Bachir n'étaient pas prévus par ces accords.

L'armée israélienne investit Beyrouth le 15 septembre, au petit matin, sur trois axes : du port vers Ras Beyrouth, de l'ambassade du Koweït vers le centre-ville, et le long du littoral vers Ramlet el-Baida. Begin avait donné son accord à cette opération, baptisée « Cerveau de fer », à condition que l'armée israélienne n'entre pas dans les camps — mission qui devait être déléguée aux Libanais. Le lieutenant-colonel Aoun refusant d'engager ses troupes sans ordre politique, il ne reste que les milices chrétiennes pour accomplir cette tâche. Le général Eytan arrive dans la nuit au quartier général des Forces libanaises à la Quarantaine pour rencontrer Fady Frem et coordonner l'entrée des miliciens dans les camps. Beyrouth est reprise en trente heures par l'armée israélienne, et les camps palestiniens encerclés. Frem donne l'ordre de rassembler sur la zone de l'aéroport de Beyrouth les unités d'élite, destinées à être déployées dans Beyrouth-Ouest à la recherche de combattants Mourabitoun et druzes, et à ramasser les armes. Les consignes sont claires : comportement exemplaire et respect absolu des populations civiles. Le « nettoyage » des camps, relevant du renseignement, est confié à Élie Hobeika.

Le jeudi 16 septembre, en fin d'après-midi, vers dix-huit heures, ses hommes sont acheminés en camion à l'entrée des camps de Sabra et Chatila. Ils se rendent responsables d'une tuerie d'une sauvagerie extrême — viols, tortures, massacres contre la population civile, sans épargner les enfants. Cette orgie sanguinaire dure trente-huit heures, jusqu'au samedi 18 septembre. Après le retrait des miliciens libanais, les journalistes de la presse internationale découvrent l'étendue de la catastrophe. Les images de cadavres mutilés jonchant les ruelles circulent sur tous les écrans, suscitant effroi et indignation dans le monde entier. En Israël, la contestation monte. Une manifestation de quatre cent mille personnes est organisée à Tel Aviv le 25 septembre par le mouvement « La Paix Maintenant ». Sous la pression populaire, le gouvernement israélien est contraint de créer, le 28 septembre, une commission d'enquête présidée par Yitzhak Kahane, président de la Cour suprême. Cette commission rend son rapport le 8 février 1983. Dans ses conclusions, elle tient les Forces libanaises pour seules responsables directs des massacres, aucun Israélien n'y ayant participé, mais reconnaît une responsabilité indirecte d'Ariel Sharon, qui n'avait pas pris « les mesures appropriées » pour prévenir les tueries, et recommande sa démission du portefeuille de la Défense. Il l'exécutera, mais sera nommé ministre sans portefeuille quelques jours plus tard. Menahem Begin et Yitzhak Shamir reçoivent un blâme, sans invitation à la démission.

Des zones d'ombre subsistent néanmoins. Les Forces libanaises ont-elles agi seules ? Ou ont-elles été précédées d'une unité de l'armée israélienne qui, profitant de la situation le 15 septembre, aurait interpellé et exécuté soixante-trois activistes palestiniens dans les camps, suivie d'une équipe de l'Armée du Liban-Sud restée sur place jusqu'au 16 septembre en début d'après-midi — soit avant l'arrivée des miliciens des Forces libanaises —, comme l'a écrit Alain Ménargues ? Les massacres avaient-ils été planifiés avant la mort de Bachir, comme l'a récemment soutenu le journaliste israélien Ronen Bergman, en se fondant sur des bribes de conversations entre Sharon et Bachir lors d'une réunion de juillet 1982 ? L'intervention dans les camps visait-elle à neutraliser les derniers combattants palestiniens ou à effrayer la population pour la pousser à partir ? Enfin, quelles informations les responsables israéliens détenaient-ils entre le 16 et le 18 septembre sur le déroulement des massacres, et pourquoi n'ont-ils pas ordonné aux miliciens de se retirer ?

Les faits établis sont les suivants : les Israéliens pouvaient observer l'intérieur des camps depuis un immeuble à l'entrée de Sabra et Chatila, d'où ils assuraient la nuit l'éclairage grâce à des fusées éclairantes. Dès le vendredi 17 au matin, un groupe de Palestiniens en pleurs sort des camps et témoigne des massacres en cours. Le lieutenant Avi Grabosky, positionné à l'entrée du camp de Chatila, alerte ses supérieurs sur des exactions commises contre des civils. Le général Drori informe le général Eytan que l'unité phalangiste est « peut-être allée un peu trop loin » — sans réponse de son interlocuteur. Enfin, informé par des officiers israéliens témoins des exactions lors d'un dîner du Nouvel An juif le 17 septembre au quartier général israélien de Baabda, le journaliste Ron Ben Yichai, correspondant de la télévision israélienne, contacte Ariel Sharon pour l'alerter. Il aura l'impression que Sharon était déjà au courant et n'obtiendra qu'une réponse lapidaire.

À la suite de ce massacre, et sur demande du gouvernement libanais, la France, les États-Unis et l'Italie décident du retour de leurs soldats à Beyrouth dans le cadre de la Force multinationale. Parallèlement, Amine Gemayel est élu président de la République — et, contrairement à son frère, il le sera à une large majorité, en ralliant les députés musulmans menés par Saeb Salam.

1983-1984 : les illusions perdues — traité avorté, guerre de la Montagne, attentats contre la Force multinationale

La première année du mandat du président Amine Gemayel suscite de l'espoir chez les chrétiens et de l'abattement chez les musulmans, qui redoutent un État libanais dominé par les phalangistes et les tracasseries d'une armée les soupçonnant de sympathie avec les fedayin.

Gemayel mise sur un appui américain et européen — un pari qui se révèle perdant. Il escomptait une aide d'un milliard de dollars qu'il n'obtiendra jamais. Sous-estimant l'influence syrienne, il ira jusqu'à proférer des menaces contre Damas lors d'une visite à Washington pour rencontrer Ronald Reagan.

Un accord de paix entre le Liban et Israël est signé le 17 mai 1983. Il prévoit la fin de l'état de guerre entre les deux pays, le retrait de l'armée israélienne et l'inviolabilité des frontières. La délégation libanaise est conduite par Antoine Fatal, diplomate et conseiller juridique du gouvernement, celle d'Israël par David Kimché, directeur général du ministère des Affaires étrangères. La signature a lieu en présence de Morris Drapper, envoyé spécial américain, en qualité de témoin.

En septembre 1983, l'armée israélienne se retire du Mont-Liban, laissant face à face les milices druzes et chrétiennes. L'année s'achève dans l'horreur. Le 23 octobre, quelques minutes après six heures du matin, le quartier général américain est anéanti par un camion-suicide : deux cent trente-neuf victimes. Une minute vingt secondes plus tard, l'immeuble Drakkar de huit étages à Ramlet el-Baida,

abritant le 1er et le 9ème Régiment de chasseurs parachutistes français, est soufflé à son tour par une voiture piégée, causant la mort de cinquante-huit soldats. L'attentat est revendiqué par l'organisation du Jihad islamique, proche du Hezbollah et de l'Iran. Le secrétaire d'État américain George Shultz désigne néanmoins « la Syrie, déterminée à faire du Liban un satellite, l'Union soviétique, qui arme la Syrie, et l'Iran, le régime fanatique auquel nous avons déjà eu affaire ». Le lendemain, François Mitterrand se rend à Beyrouth pour se recueillir devant les dépouilles des soldats français. Il est suivi le 26 octobre par le vice-président américain George Bush.

En représailles, huit Super-Étendard décollent du porte-avions *Clemenceau* et effectuent un raid sur la caserne Cheikh Abdallah dans la Bekaa, position tenue par le Hezbollah et les Gardiens de la Révolution iranienne. Malgré la réunion des ministres des Affaires étrangères des quatre pays de la Force multinationale au château de La Celle-Saint-Cloud le 27 octobre pour confirmer sa mission, la Force multinationale sera dissoute en mars 1984.

Le 6 février 1984, la milice chiite Amal et ses alliés druzes réussissent à évincer l'armée libanaise de Beyrouth-Ouest et à scinder à nouveau la ville, après la mutinerie de la 6e brigade, à majorité chiite. Ce coup de force entraîne dans la foulée l'annulation de l'accord de paix israélo-libanais, le 5 mars 1984 — bien qu'il eût été ratifié par le Parlement libanais quelques mois plus tôt.

Les événements du 6 février marquent un tournant décisif : ils inaugurent l'ascension de la milice Amal et la renaissance de la communauté chiite, qui finira par dominer le Liban.

Au cours de cette même année 1984, les milices chrétiennes subissent une défaite retentissante face aux combattants druzes dans le Chouf — ce que l'on appellera la « guerre de la Montagne » —, dont la conséquence sera l'expulsion des populations chrétiennes des régions druzes.

Devant les revers militaires et sentant son pouvoir menacé, Amine Gemayel opère un retournement total et se rend à Damas le 1er mars. Au cours de sa rencontre avec Hafez el Assad, il accepte l'annulation de l'accord israélo-libanais du 17 mai. Cette rencontre aboutit aussi à la convocation d'une nouvelle session du Congrès de réconciliation nationale le 12 mars à Lausanne — une première version ayant eu lieu en octobre 1983 à Genève.

1985-1987 : conflits intracommunautaires et cantonisation

Poussée par la Syrie, le mouvement chiite Amal affronte les Palestiniens dans les quartiers musulmans de Beyrouth avec pour slogan : « Pas de retour des Palestiniens à la situation d'avant 1982. » Daoud Daoud, responsable d'Amal au Sud-Liban, ira jusqu'à déclarer : « Nous ne pardonnerons pas aux Palestiniens leurs crimes et nous ne les laisserons pas revenir — et s'ils reviennent, c'est pour les juger. » Les chiites gardaient un profond ressentiment envers les Palestiniens qui s'étaient comportés au Sud-Liban comme une force d'occupation. Ces combats durent de mai 1985 à février 1987 et causent plusieurs milliers de morts palestiniens et libanais. Les camps palestiniens sont assiégés et en grande partie détruits. Toutefois, désapprouvant cette guerre fratricide, certains membres d'Amal rejoignent le Hezbollah. Ces affrontements se soldent par le retour de l'armée syrienne à Beyrouth en 1987 — cinq ans après l'en avoir été chassée.

Dans ce contexte, Amal et les milices druzes neutralisent les Mourabitoun sunnites, alliés des Palestiniens, avant de s'affronter entre eux pour le contrôle de Beyrouth-Ouest. Appuyée par la Syrie, Amal, qui sort victorieuse de ces combats, doit ensuite faire face aux chiites du Hezbollah dans la banlieue sud et dans la Bekaa. Cette guerre inter-chiite durera de 1988 à 1989. L'affrontement était inéluctable entre les deux mouvements : le Hezbollah, d'obédience iranienne, ambitionnait d'instaurer une république islamique au Liban, tandis qu'Amal, inféodé aux Syriens, souhaitait s'intégrer dans le jeu politique libanais. Tous deux se disputaient également les régions du Sud-Liban évacuées par l'armée israélienne.

Du côté chrétien, le rapprochement du président Gemayel avec la Syrie retourne contre lui une partie des chrétiens, nostalgiques de la figure de Bachir. Le 12 mars 1985, Samir Geagea et Élie Hobeika s'emparent sans effusion de sang du commandement des Forces libanaises et écartent Fouad Abou Nader, neveu du président Gemayel. Deux mois plus tard, en mai 1985, Hobeika évince à son tour Geagea, lui reprochant des contacts secrets avec la Syrie — avant de se rapprocher lui-même de Damas. En décembre 1985, il signe à Damas avec Walid Joumblatt et Nabih Berri l'Accord tripartite, censé mettre fin à la guerre civile. Mais le 15 janvier 1986, moins d'un mois après la signature, Hobeika est éliminé à son tour par Geagea, avec l'aval du président Gemayel. L'opération fait environ quatre cents morts, dont une majorité de partisans de Hobeika. Ce dernier ne doit son salut qu'à l'intervention du général Michel Aoun, qui l'exfiltre du quartier général des Forces libanaises à la Quarantaine, le conduit au ministère de la Défense, avant qu'il ne quitte le Liban pour la France sur invitation de Rafic Hariri. L'élimination de Hobeika est suivie d'une purge touchant ses partisans demeurés en région chrétienne, dont un grand nombre est arrêté et liquidé. Après quelques semaines, Hobeika rentre à Damas, puis s'installe avec ses fidèles à Zahlé. Neuf mois après son éviction, il tente une incursion dans la région chrétienne depuis le quartier Sodeco, mais l'armée libanaise, fidèle au président Gemayel, le contraint à se replier. La région chrétienne passe dès lors sous le contrôle de Geagea, et les partisans de Hobeika font l'objet d'une nouvelle vague de répression.

Le 7 janvier 1987, le président Camille Chamoun échappe de peu à un attentat qui coûte la vie à trois de ses gardes du corps. Rachid Karamé, lui, n'en réchappe pas : il succombe le 1er juin de la même année à l'explosion d'une bombe dissimulée sous son siège dans l'hélicoptère militaire qui le ramène de Tripoli à Beyrouth. La raison probable de ces deux attentats : la volonté de Chamoun et de Karamé de signer un accord pour mettre fin à la guerre civile — une perspective qui ne convenait pas aux miliciens de Geagea, attachés à leur système de prédation.

Le mandat d'Amine Gemayel (1982-1988) peut se résumer ainsi : l'invasion israélienne, avec les bouleversements politiques, militaires, sociaux et démographiques qu'elle a engendrés, constitua un point de rupture. À partir de ce moment, c'est la logique milicienne qui s'imposa dans les régions chrétiennes comme dans les régions musulmanes. Le Liban éclata en cantons contrôlés par des seigneurs de guerre se comportant en rapaces et abusant de leurs coreligionnaires dans les territoires qu'ils s'étaient taillés. Signe du chaos ambiant, les journaux télévisés égrainaient chaque soir la liste des otages occidentaux enlevés à Beyrouth-Ouest.

C'est précisément au cours de cette période que les Libanais acquirent la conviction intime qu'il valait mieux côtoyer les gens honnêtes de l'autre camp que les miliciens dévoyés du sien. La haine intercommunautaire en fut sensiblement atténuée.

Le mandat d'Amine Gemayel fut également marqué par une grave crise économique — dont les causes étaient multiples — aboutissant à une dévaluation de la livre libanaise face au dollar, une inflation galopante, l'aggravation du déficit public et la faillite de trois banques libanaises.

Les guerres du général Aoun

À l'approche de la fin du mandat de Gemayel, le président syrien Assad et le négociateur américain Richard Murphy s'accordent sur le nom de Mikhael Daher, député maronite modéré, pour lui succéder. Cette candidature est rejetée par le camp chrétien, qui réussit à saboter le quorum de la séance parlementaire fixée au 18 septembre 1988.

Le 22 septembre 1988, dernier jour de son mandat, Amine Gemayel effectue une visite surprise à Damas pour solliciter la prorogation de son mandat de deux ans. Alors qu'il est en réunion avec Hafez el Assad, la nouvelle lui parvient que Geagea et Aoun sont déjà dans le palais présidentiel de Baabda. Rentrant précipitamment au Liban, il demande au maronite Pierre Hélou de former un gouvernement

et de lui transférer les pouvoirs présidentiels, comme le prévoit la Constitution en cas de vacance de la présidence. Hélu, après consultation, comprend que la mission est impossible et jette l'éponge.

Faute de successeur, à vingt-trois heures cinquante-cinq en ce même 22 septembre, Amine Gemayel nomme le général Michel Aoun — avec l'approbation de Geagea — à la tête d'un gouvernement militaire et lui transfère ses pouvoirs. Apprenant cette nomination, les membres musulmans du nouveau gouvernement démissionnent aussitôt.

L'islam politique et la Syrie ne reconnaissant que le gouvernement sortant, le Liban se retrouve avec deux Premiers ministres : le maronite Michel Aoun et le sunnite Sélim el-Hoss. Pour mettre fin à la guerre civile, Américains et Saoudiens s'accordent avec les Syriens sur une sortie de crise et sur le choix d'un nouveau président consensuel. Réalisant qu'il n'a pas le profil d'un candidat à la présidence, le général Aoun se rapproche du régime irakien, ennemi de Damas, qui l'approvisionne en armes. En mars 1989, il lance la « guerre de libération » contre les troupes d'occupation syriennes — une guerre dévastatrice pour les civils, qui ne modifiera pas d'un pouce les lignes de front.

En septembre 1989, l'accord entre Américains et Syriens, sous parrainage saoudien, aboutit à la réunion des députés libanais à Taëf, en Arabie Saoudite, pour mettre un terme à la guerre civile. L'accord de Taëf est adopté le 22 octobre. Élu nouveau président de la République le 5 novembre, René Mouawad est assassiné dix-sept jours plus tard et remplacé par Élias Hraoui.

Censé clore la guerre civile, l'accord de Taëf est rejeté par le général Aoun, qui se maintient au pouvoir et s'accroche au palais de Baabda. En janvier 1990, il engage la « guerre d'élimination » contre les miliciens des Forces libanaises de Geagea. Ce conflit fratricide fait neuf cents morts et trois mille blessés et provoque une nouvelle vague d'émigration parmi les chrétiens.

Dans le contexte de la guerre du Golfe et pour obtenir l'appui de Damas contre Saddam Hussein, les États-Unis autorisent la Syrie à évincer le général Aoun. Une opération éclair permet aux Syriens, le 13 octobre 1990, de s'emparer de la région chrétienne et de contraindre Aoun à capituler. Il fuit le palais de Baabda pour se réfugier à l'ambassade de France sous la protection de l'ambassadeur René Ala, avant d'être exfiltré dix mois plus tard par la DGSE française vers Marseille.

S'ensuivent quinze années d'occupation syrienne — des années de plomb durant lesquelles le seul choix offert aux Libanais se résumait à rester au Liban en se compromettant avec Damas, ou à quitter leur pays pour s'exiler.

Opposé au renouvellement du mandat d'Émile Lahoud, vassal de la Syrie, le sunnite Rafic Hariri est assassiné le 14 février 2005 dans un attentat à Beyrouth, dont la responsabilité est imputée par l'opposition libanaise au régime syrien, avec le Hezbollah pour bras armé. Un mois plus tard, le 14 mars, se déclenche la « Révolution du Cèdre » : plus d'un million de Libanais envahissent les rues de Beyrouth pour réclamer la fin de l'occupation syrienne. Sous la colère populaire et la pression conjuguée de la France et des États-Unis, les derniers soldats syriens quittent le Liban le 26 avril 2005 — marquant le début d'une série d'attentats visant des personnalités hostiles à la Syrie et au Hezbollah.

La suite est connue : la guerre du Hezbollah contre Israël en 2006, le coup de force du Hezbollah contre les sunnites en 2008, la pyramide de Ponzi orchestrée sous l'égide du gouverneur de la Banque du Liban, qui a abouti à l'effondrement du système financier et à l'appauvrissement de la grande majorité des Libanais, le règne des seigneurs de guerre et, enfin, la catastrophique explosion du port de Beyrouth.

Le paradoxe du Liban est saisissant : au moment même où une nation libanaise commence à prendre forme, c'est l'État libanais qui s'effondre. À la création du Grand Liban, il existait un État, mais pas encore une nation. Un siècle plus tard, nous avons l'ébauche d'une nation — mais plus d'État.